

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 décembre 2005
Français
Original: anglais

Soixantième session

Point 151 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan**Rapport sur l'exécution du budget de la Mission
des Nations Unies au Soudan pour l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat.	3–5	3
III. Exécution du budget		3
A. Ressources financières		3
B. Autres recettes et ajustements		5
C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome.		5
IV. Analyse des écarts	6–23	6
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	24	10



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Soudan pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 (exercice 2004/05). Par sa résolution 60/122, l'Assemblée générale a ouvert, aux fins de la mise en place de la Mission, un crédit d'un montant brut de 222 031 700 dollars pour cet exercice.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	22 287,3	15 168,6	7 118,7	31,9
Personnel civil	16 913,6	17 353,4	(439,8)	(2,6)
Dépenses opérationnelles	182 830,8	186 343,7	(3 512,9)	(1,9)
Montant brut	222 031,7	218 865,7	3 166,0	1,4
Recettes provenant des contributions du personnel	2 313,1	2 090,2	222,9	9,6
Montant net	219 718,6	216 775,5	2 943,1	1,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	222 031,7	218 865,7	3 166,0	1,4

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes effectivement pourvus ^a
Observateurs militaires	141
Contingents	965
Police civile	43
Personnel recruté sur le plan international	306
Personnel recruté sur le plan national ^b	535
Volontaires des Nations Unies	32

^a Postes autorisés effectivement pourvus au 30 juin 2005.

^b Comprennent des postes d'administrateur et d'agent des services généraux.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget concernant la mise en place de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) au cours de l'exercice 2004/05, présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 3 août 2005 (A/60/190), s'élevait à un montant brut de 222 031 700 dollars (montant net : 219 718 600 dollars). Il couvrait le déploiement de 141 observateurs militaires, 965 membres des contingents, 43 membres de la police civile, 306 agents recrutés sur le plan international, 535 agents recrutés sur le plan national et 32 Volontaires des Nations Unies. Au paragraphe 51 de son rapport daté du 13 octobre 2005 (A/60/428), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit de 222 031 700 dollars (montant net : 219 718 600 dollars) au titre de la Mission pour l'exercice 2004/05.

2. Dans sa résolution 60/122 du 8 décembre 2004, l'Assemblée générale a ouvert, aux fins du fonctionnement de la Mission, un crédit d'un montant brut de 222 031 700 dollars (montant net : 219 718 600 dollars) pour l'exercice 2004/05. Ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de la MINUS dans sa résolution 1590 (2005) du 24 mars 2005.

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de parvenir à la réconciliation nationale et une paix et une stabilité durables dans un Soudan prospère et uni, où les droits de l'homme sont respectés et la protection de tous les citoyens est assurée.

5. Le rapport du Secrétaire général (A/60/190) contenait des prévisions de dépense pour deux exercices budgétaires : celles associées à la mise en place de la Mission pendant l'exercice 2004/05, et celles nécessaires au fonctionnement de la Mission pendant l'exercice 2005/06. Il contenait également des cadres axés sur les résultats se rapportant à l'objectif général de la Mission. Toutefois, ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 2 et 3 du rapport, ces cadres ne s'appliquent qu'à l'exercice budgétaire 2005/06. Le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2004/05 se limite donc à l'examen de l'utilisation des ressources financières.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	870,1	1 486,1	(616,0)	(70,8)
Contingents	21 051,9	13 091,0	7 960,9	37,8

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Police civile	365,3	591,5	(226,2)	(61,9)
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	22 287,3	15 168,6	7 118,7	31,9
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	15 036,3	15 530,1	(493,8)	(3,3)
Personnel recruté sur le plan national	1 529,3	1 141,1	388,2	25,4
Volontaires des Nations Unies	348,0	682,2	(334,2)	(96,0)
Total partiel	16 913,6	17 353,4	(439,8)	(2,6)
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	244,1	72,7	171,4	70,2
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	40,5	262,3	(221,8)	(547,7)
Voyages	2 887,0	2 008,7	878,3	30,4
Installations et infrastructures	48 983,0	57 518,8	(8 535,8)	(17,4)
Transports terrestres	48 335,2	51 941,4	(3 606,2)	(7,5)
Transports aériens	29 605,6	25 459,9	4 145,7	14,0
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Transmissions	25 607,9	23 155,5	2 452,4	9,6
Informatique	6 099,9	7 758,7	(1 658,8)	(27,2)
Services médicaux	901,7	478,7	423,0	46,9
Matériel spécial	397,2	24,4	372,8	93,9
Fournitures, services et matériel divers	19 628,7	17 662,6	1 966,1	10,0
Projets à effet rapide	100,0	—	100,0	100,0
Total partiel	182 830,8	186 343,7	(3 512,9)	(1,9)
Recettes provenant des contributions du personnel	2 313,1	2 090,2	222,9	9,6
Total brut	222 031,7	218 865,7	3 166,0	1,4
Total net	219 718,6	216 775,5	2 943,1	1,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	222 031,7	218 865,7	3 166,0	1,4

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	(362,0) ^a

^a Pertes dues à des diminutions de la valeur de réalisation des placements à court terme, qui ont largement annulé d'autres intérêts créditeurs.

C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Observateurs militaires	—
Contingents	388,4
Unités de police constituées	—
Total partiel	388,4

Soutien logistique autonome

Installation et infrastructures	
Restauration (cuisines)	34,1
Matériel de bureau	29,4
Électricité	36,0
Missions secondaires du génie	20,6
Blanchisserie et nettoyage	28,5
Matériels de campement	29,2
Hébergement	—
Magasins – divers	55,8
Équipement spécial	—
Fournitures pour la défense des périmètres	—
Transmissions	
Transmissions	102,8
Services médicaux	
Services médicaux	90,0
Matériel spécial	
Neutralisation des explosifs et munitions	2,7
Observation	21,7
Identification	—

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Protection en cas d'attaque nucléaire, biologique ou chimique	–
Total partiel	450,8
Total	839,2

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	2,6	24 mars 2005	
Usage opérationnel intensif	3,8	24 mars 2005	
Acte d'hostilité ou abandon forcé	3,3	24 mars 2005	
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-2,0		

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(616,0)	(70,8 %)

6. Le dépassement résulte principalement du versement d'une indemnité de subsistance (missions) plus importante que ne le prévoyait le budget. Les prévisions avaient été établies sur la base d'un taux réduit d'indemnité (43 dollars par jour) pour un nombre moyen de 28 observateurs, la Mission prenant à sa charge les dépenses de restauration et d'hébergement hors de Khartoum. Toutefois, en raison du retard enregistré dans l'établissement des camps en dehors de cette ville, les observateurs ont séjourné à l'hôtel pendant la période qui s'est achevée le 31 mars 2005, et perçu une indemnité de subsistance (missions) complète, à raison de 233 dollars par jour pour les 30 premiers jours et de 205 dollars par la suite. Des dépenses plus importantes que prévu ont également été engagées pour couvrir les voyages à l'occasion du déploiement ou de la relève, au coût moyen de 3 609 dollars par voyage (le budget prévoyait un montant de 3 000 dollars).

	<i>Écart</i>	
Contingents	7 960,9	37,8 %

7. Les économies réalisées s'expliquent principalement par le déploiement différé du matériel appartenant aux contingents.

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Police civile	(226,2)	(61,9 %)

8. Le dépassement est principalement imputable au nombre plus élevé que prévu des voyages à l'occasion du déploiement. Le budget prévoyait des ressources pour les voyages à l'occasion du déploiement de 43 fonctionnaires de police civile, au coût moyen de 3 000 dollars par voyage. Or, des dépenses effectives ont été engagées pour 103 voyages, à savoir les déplacements occasionnés par le déploiement des 43 policiers arrivés pendant l'exercice 2004/05 et ceux de 60 policiers qui devaient être déployés au début de l'exercice 2005/06 et pour lesquels des billets ont été achetés à l'avance, au coût effectif de 3 027 dollars par voyage. Par ailleurs, en raison des retards enregistrés dans l'établissement de camps en dehors de Khartoum, pendant la période allant jusqu'au 31 mars 2005, il a fallu héberger un plus grand nombre de policiers dans des hôtels de la capitale et leur verser, à ce titre, une indemnité de subsistance (missions) de 223 dollars pour les 30 premiers jours, alors que le projet de budget prévoyait le versement d'une indemnité à taux réduit (43 dollars) et la prise en charge par la Mission des dépenses de restauration et d'hébergement.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(493,8)	(3,3 %)

9. Le dépassement est principalement imputable à la proportion plus élevée de personnel de l'ONU à New York et Genève provisoirement affecté à la Mission par rapport au personnel effectivement engagé au titre de cette dernière. Les fonctionnaires de l'Organisation recevant l'indemnité de poste applicable à leur lieu d'origine, les coûts salariaux moyens ont été plus élevés que les coûts standard utilisés dans les prévisions budgétaires. De plus, faute de moyens d'hébergement convenables à Khartoum, le personnel a dû loger dans des hôtels pendant de courtes périodes, ce qui a entraîné le versement d'une indemnité de subsistance (missions) d'un montant de 223 dollars par jour pour les 30 premiers jours (contre 144 dollars prévus dans le budget) et de 205 dollars pour les jours suivants (au lieu de 108 dollars).

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	388,2	25,4 %

10. Ces économies ont été réalisées parce qu'environ 70 % des agents nationaux ont été recrutés à des postes d'une classe inférieure à celle prévue dans le budget (G-4).

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(334,2)	(96,0 %)

11. Le projet de budget prévoyait le déploiement échelonné de 32 Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international à compter de mars 2005, pour un coût moyen mensuel de 4 000 dollars. Ce montant comprenait le coût des voyages à

l'occasion du déploiement et des indemnités de prédéploiement ou déploiement, dont l'amortissement devait courir sur l'ensemble de l'exercice et non sur une période de quatre mois. En conséquence, au lieu de s'établir à 4 000 dollars par mois comme il était prévu dans le budget, le montant effectif moyen de ces voyages et indemnités a été de 7 840 dollars, d'où l'augmentation des dépenses.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	171,4	70,2 %

12. Ces économies résultent principalement de retards dans les projets de construction, qui se sont traduits par une réduction des dépenses de personnel temporaire.

	<i>Écart</i>	
Consultants	(221,8)	(547,7 %)

13. Les dépenses supplémentaires concernent principalement les consultants non chargés de la formation; elles résultent de contraintes liées au personnel : au cours de la phase de démarrage, un consultant a été recruté pour suivre l'évolution de la situation au Soudan et effectuer des recherches en vue de dégager des recommandations sur les orientations et la planification à l'intention des responsables de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Voyages	878,3	30,4 %

14. Les économies résultent principalement du déploiement différé d'officiers d'état-major, d'observateurs militaires et de fonctionnaires de police civile, et donc de dépenses moins importantes au titre de la formation préalable au déploiement.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(8 535,8)	(17,4 %)

15. Il était prévu dans le projet de budget que la Mission louerait des immeubles. Or, les techniciens dépêchés sur place ont constaté que l'infrastructure voulue n'existait pas dans les régions. Les dépenses supplémentaires s'expliquent donc principalement par l'achat, non prévu au budget, de bâtiments en dur ou d'unités préfabriquées et de 12 hangars de type B pour l'aménagement d'aérodromes. En outre, l'absence d'électricité dans la plupart des régions a entraîné l'achat non prévu au budget de groupes électrogènes : 12 de 250 kVA et 11 de 500 kVA.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(3 606,2)	(7,5 %)

16. Le dépassement s'explique principalement par l'achat non prévu au budget de 12 véhicules lourds et de 16 camions-citernes (carburant), résultant du fait que le nombre des véhicules appartenant aux contingents et la portée du contrat d'achat

global de carburant ont été moins importants que prévu. De plus, le coût unitaire des véhicules a été plus élevé en raison de la dépréciation du dollar des États-Unis face à l'euro.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	4 145,7	14,0 %

17. Les économies résultent principalement du déploiement différé d'avions et d'hélicoptères.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	2 452,4	9,6 %

18. Les économies résultent principalement du régime d'embargo économique imposé au Soudan, qui a eu pour effet de limiter ou différer les achats envisagés car la plupart des fournisseurs ne possédaient pas de licence pour exporter/expédier du matériel dans ce pays.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(1 658,8)	(27,2 %)

19. Le dépassement s'explique principalement par le fait qu'en l'absence d'infrastructure, il a fallu établir un plus grand nombre de camps que prévu, ce qui a entraîné des dépenses supplémentaires pour équiper les réseaux informatiques.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	423,0	46,9 %

20. Les économies résultent principalement du déploiement différé des contingents et de la création de bureaux en dehors de Khartoum, d'où le report des achats prévus d'incinérateurs de déchets biologiques, de dispositifs pour l'hygiène de l'environnement et de réfrigérateurs de produits sanguins.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	372,8	93,9 %

21. Les économies résultent principalement du fait que le matériel d'observation a pu être prélevé sur la réserve de l'ONU.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	1 966,1	10,0 %

22. Les économies ont principalement été réalisées au titre des services de détection des mines et de déminage, fournis par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) dans le cadre d'un mémorandum d'accord conclu avec l'ONU; elles résultent avant tout des retards de recrutement enregistrés par l'UNOPS.

Projets à effet rapide	<i>Écart</i>	
	100,0	100,0 %

23. Aucun projet n'a pu être retenu pendant l'exercice 2004/05 en raison du déploiement différé des fonctionnaires des affaires civiles et des affaires humanitaires chargés de rechercher, de proposer et de sélectionner les projets à exécuter dans les régions.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

24. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre au sujet du financement de la Mission des Nations Unies au Soudan se présentent comme suit :

a) Appliquer la perte sur intérêts créditeurs, soit 362 000 dollars, au solde inutilisé de 3 166 000 dollars relatif à l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005;

b) Décider que les États Membres renonceront à leurs parts respectives, soit 764 600 dollars, du solde inutilisé de 2 804 000 dollars relatif à l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005, cette somme devant servir à couvrir les obligations actuelles et futures de l'Organisation au titre de l'assurance maladie après la cessation de service;

c) Affecter la part restante, soit 2 039 400 dollars, du solde inutilisé relatif à l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.